

DOCUMENT D'INFORMATION 5

Pour diffusion immédiate
Le 28 février 2023

Ministère des Finances

Plan financier pour la période de 2023-24 à 2025-26

Le budget de 2023 s'emploie à résoudre les problèmes d'aujourd'hui tout en agissant pour bâtir un avenir solide et durable pour tous. Encore une fois, il privilégie la prudence financière tout en accordant la priorité aux questions les plus importantes : aider les gens à assumer les coûts, s'attaquer à la crise du logement, renforcer les services de santé et de santé mentale, contribuer aux collectivités sûres et saines et promouvoir une économie durable qui fonctionne pour tous.

Perspectives budgétaires

Le plan financier triennal du budget de 2023 présente des déficits en baisse :

- de 4,2 milliards de dollars en 2023-24,
- de 3,8 milliards de dollars en 2024-25,
- de 3 milliards de dollars en 2025-26.

Le gouvernement de la Colombie-Britannique a prévu des couches et des couches de prudence pour parer à l'éventualité de revenus plus faibles que prévu et de dépenses ou urgences imprévues. Le budget de 2023 inclut une réserve prévisionnelle de 700 millions de dollars pour 2023-24 et de 500 millions de dollars pour 2024-25 et pour 2025-26.

Le gouvernement a mis de côté des provisions pour imprévus de 2,3 milliards de dollars en 2023-24, de 2,2 milliards de dollars en 2024-25 et de 1,2 milliard de dollars en 2025-26 au titre des interventions en cas de phénomènes climatiques ou urgences, de CleanBC et d'autres incertitudes quant aux programmes nouveaux et existants. D'autres provisions pour imprévus ont été faites notamment au titre des mesures de rétablissement postpandémie (1 milliard de dollars en 2023-24), et des coûts du mandat de redressement partagé (2,2 milliards de dollars en 2023-24, 2,6 milliards de dollars en 2024-25 et 2,7 milliards de dollars en 2025-26). Une provision supplémentaire de 800 millions de dollars est prévue pour parer aux tensions futures sur les coûts en 2025-26.

Le mandat de redressement partagé (Shared Recovery Mandate) de 2022 prévoit des augmentations de salaire et une protection contre l'inflation pour les travailleurs du secteur public de la Colombie-Britannique afin de protéger et améliorer les services, tels que les soins de santé et l'éducation, sur lesquels comptent les résidents de la province. Le coût de ce mandat est estimé à 10,8 milliards de dollars sur trois ans (de 2022-23 à 2024-25), avec des coûts annuels permanents de 5,4 milliards de dollars. Le budget de 2023 prévoit plus de 15 milliards de dollars sur trois ans (y compris les fonds de prévoyance) pour soutenir les accords conclus dans le cadre du mandat de redressement partagé depuis son début en 2022.

Perspectives économiques

L'économie de la province a connu une expansion estimée à 2,8 % en 2022. La croissance devrait ralentir pour s'établir à 0,4 % en 2023. Ce ralentissement de la croissance économique à court terme est observé dans l'ensemble des provinces et territoires ; il reflète un

ralentissement de l'économie mondiale ainsi que les effets combinés de la hausse des prix et des taux d'intérêt élevés partout au Canada. Le produit intérieur brut réel devrait ensuite augmenter de 1,5 % en 2024 et se situer entre 2,2 % et 2,4 % par année à moyen terme (2025 à 2027).

Les projections du budget 2023 sont prudentes à court terme et s'alignent sur les perspectives moyennes fournies par le Conseil des prévisions économiques, un organisme indépendant composé de 13 membres.

Perspectives d'évolution des recettes

Le montant total des recettes publiques devrait atteindre 77,7 milliards de dollars en 2023-24, 79,7 milliards de dollars en 2024-25 et 82,2 milliards de dollars en 2025-26. L'augmentation progressive des recettes est due à l'élargissement de l'assiette fiscale en raison d'une croissance démographique record, et elle est soutenue par le PIB nominal, partiellement compensée par la baisse des recettes tirées des ressources naturelles, notamment la baisse du prix des produits de base et la stagnation des recettes forestières.

Les recettes pour 2023-24 devraient être légèrement inférieures à celles de 2022-23, en raison des recettes d'impôt sur le revenu plus élevées que prévu versées par l'Agence du revenu du Canada pour l'année d'imposition 2021.

Perspectives d'évolution des dépenses

Au cours du plan financier triennal, les dépenses devraient s'élever à 81,2 milliards de dollars en 2023-24, à 83 milliards de dollars en 2024-25 et à 84,8 milliards de dollars en 2025-26 afin de financer les programmes et services sur lesquels comptent les Britanno-Colombiens, et d'effectuer des investissements stratégiques dans les soins de santé, la santé mentale, le logement, la sécurité publique et l'aide aux personnes confrontées à la hausse des coûts.

Dépenses en capital

Les dépenses en capital financées à même l'argent des contribuables sur la durée du plan financier devraient s'élever à 37,5 milliards de dollars. Elles comprennent des investissements visant à maintenir et élargir l'infrastructure provinciale : logements, hôpitaux, écoles, établissements postsecondaires, transports en commun, routes et ponts.

Abordabilité de la dette

La dette de la Colombie-Britannique absorbée par le contribuable est prévue se chiffrer à 63,7 milliards de dollars à la fin de l'exercice financier 2022-23, soit environ 9,8 milliards de dollars de moins que prévu dans le budget de 2022. Cette amélioration est attribuable à des résultats d'exploitation meilleurs que prévu en 2022-23, grâce à une reprise économique rapide dans certains secteurs et à des recettes de l'impôt sur le revenu plus élevées que prévu.

Le ratio de la dette absorbée par le contribuable au PIB, un indicateur clé utilisé par les agences de notation, devrait être d'environ 18,9 % en 2023-24 et rester inférieur à 25 % sur la durée du plan financier. Ce ratio dette-PIB relativement faible parmi les provinces canadiennes indique que la dette provinciale est gérable et viable, et signifie que la Colombie-Britannique continue d'avoir la capacité d'emprunter et de se refinancer à l'avenir.

La part des intérêts, qui représente les frais d'intérêt absorbés par le contribuable en pourcentage des recettes du gouvernement provincial, demeure historiquement faible à moins de trois cents par dollar en 2023-24.

Excédent mis au service des contribuables

À l'heure actuelle, les prévisions actualisées du troisième rapport trimestriel pour l'exercice 2022-23 font état d'un excédent projeté de 3,6 milliards de dollars, ce qui est inférieur aux projections du deuxième rapport trimestriel. Ce changement est dû aux 2,7 milliards de dollars de nouvelles dépenses par le biais du budget supplémentaire, qui comprennent notamment 500 millions de dollars pour le fonds de protection des logements locatifs (Rental Protection Fund) et 500 millions de dollars investis dans un troisième crédit pour faire face au coût de la vie (BC Affordability Credit). L'amélioration des recettes depuis le deuxième trimestre a compensé une partie des dépenses.

L'excédent de l'année en cours permet à la province de réinvestir dans les services et les soutiens dont les Britanno-Colombiens ont besoin, maintenant et dans la durée. La projection de l'excédent devrait continuer à changer au fur et à mesure que les prévisions de recettes sont mises à jour et que la province continue à mettre l'excédent au service des contribuables. Les chiffres définitifs seront publiés dans le cadre des comptes publics. Les fonds non dépensés qui restent à la fin de l'exercice financier serviront à rembourser la dette de la province afin de créer une plus grande capacité fiscale pour les dépenses et les programmes futurs.

Les initiatives financées par le budget des dépenses supplémentaires comprennent notamment :

- un fonds pour les collectivités en croissance de 1 milliard de dollars ;
- 500 millions de dollars pour contribuer à l'abordabilité des tarifs de BC Ferries ;
- 450 millions de dollars pour le financement des infrastructures essentielles dans les collectivités ;
- 160 millions de dollars pour des initiatives de sécurité alimentaire ;
- 150 millions de dollars pour la BC Cancer Foundation ;
- 150 millions de dollars pour aider les collectivités locales, autochtones et éloignées à se préparer aux services 911 de prochaine génération ;
- 100 millions de dollars pour un fonds de sécurité des bassins hydrographiques ;
- 75 millions de dollars pour accélérer les accords de réconciliation existants avec les Premières Nations ;
- 45 millions de dollars pour les bibliothèques publiques afin de soutenir l'accessibilité, l'inclusion et la réconciliation et de répondre à la hausse des coûts et à la demande croissante de services. Cela donne notamment la possibilité aux bibliothèques d'améliorer l'accès aux livres et aux collections numériques, les programmes, les moyens techniques et les heures d'ouverture.

Renseignements :

Ministère des Finances
Relations avec les médias
250 208-7705